CHRONIQUE

UN NOUVEL ÉTAT-PROVIDENCE

Par

NICOLAS COLIN

Associé fondateur de la société The Family et enseignant à l'Institut d'Etudes politiques de Paris

ans son récent discours au Parlement réuni en Congrès à Versailles, Emmanuel Macron annonçait le lancement d'un chantier titanesque : « Construire l'Etat-providence du xxr^e siècle. »

Cette déclaration était prometteuse, mais beaucoup de Français sont partis en vacances sans en savoir beaucoup plus.

Le débat politique ne fait guère avancer les choses.

La gauche rêve d'une restauration de l'Etat-providence du passé, conçu pour les ouvriers travaillant dans l'industrie automobile des années 1960. La droite est encore plus décevante: pour elle, l'Etat-providence devrait se réduire à un dispositif minimal, ciblé sur les plus pauvres et coûtant le moins cher possible à la nation.

Ces deux visions sont également erronées. Notre économie numérique expose les individus à de plus en plus de risques. Par ailleurs, beaucoup de ces risques sont inédits : la pression constante exercée par les consommateurs sur les travailleurs ; l'instabilité généralisée propre à une économie d'effets de réseau ; la difficulté d'accès au logement dans les grandes villes, où se concentrent les emplois ; la difficulté à se reconvertir pour ceux qui quittent les usines et les immeubles de bureaux pour travailler dans les services de proximité comme l'hospitalité, la santé, la logistique urbaine et les services à la personne. Non seulement nous avons besoin d'un Etat-providence encore plus fort, mais nous devons aussi radicalement changer d'approche par rapport à l'époque des Trente Glorieuses.

Tout cela commence par une prise de conscience: l'Etat-providence est un système complexe dont tous les composants se renforcent mutuellement. Ensemble, ces différents piliers servent un double objectif: sécuriser les ménages et les entreprises et, ce faisant, soutenir la croissance.

Le premier pilier historique de l'Etat-providence est la protection sociale : l'assurance-maladie, l'assurance-retraite, les allocations familiales, l'assurance-chômage. Son deuxième pilier est le financement des ménages, orchestré et garanti par l'Etat. Dans le passé, il s'agissait essentiellement de soutenir l'accès à la propriété immobilière, tant cette dernière était facteur de sécurité économique. Le troisième pilier est un syndicalisme fort. Pour que l'Etat-providence fonctionne, il ne suffit pas d'édicter des règles générales, il faut aussi qu'un rapport de force s'établisse à tous les niveaux pour adapter ces

règles à la situation particulière des individus. Pendant des décennies, ce sont les syndicats, dans le cadre de la négociation collective et du paritarisme, qui ont ainsi constamment mis à niveau l'Etat-providence.

Mais, aujourd'hui, ces trois piliers sont fragilisés. Les régimes de protection sociale sont chroniquement déficitaires, en plus d'être en décalage avec les besoins de l'économie actuelle. Quant aux syndicats, ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. Au lieu de forcer l'évolution du système au bénéfice de tous les travailleurs, ils se replient à l'intérieur de quelques forteresses comme l'admi-

nistration ou les grandes entreprises, ignorant le reste de l'économie. Le système financier se retrouve donc seul en première ligne. C'est de lui qu'on attend tout désormais: faciliter l'accès au logement; solvabiliser la consommation des ménages; couvrir les risques auxquels sont exposées les entreprises. C'est d'ailleurs notre dépendance excessive au système financier qui a provoqué la montée vertigineuse de la dette des ménages depuis vingt ans... et la crise de 2008.

C'est sur les décombres de cette crise, dix ans après, qu'il faut reconstruire un Etat-providence pour l'économie numérique. Nous avons besoin d'une protection sociale qui couvre les risques d'aujourd'hui – à commencer par la difficulté à se loger là où sont les emplois. Nous avons besoin d'un système financier focalisé moins sur la propriété immobilière et plus sur les reconversions fréquentes qui jalonnent nos parcours professionnels. Et nous avons besoin de syndicats d'un genre inédit, qui accompagnent des travailleurs sans cesse en quête de nouveaux horizons et de nouvelles opportunités.

Tout cela est encore en friche. Et, pour passer à l'action, il ne suffit pas d'ajuster les curseurs du passé (un peu moins d'allocations chômage, un peu plus de formation professionnelle). Il faut faire preuve d'imagination radicale et s'engager dans une démarche d'expérimentation à grande échelle auprès des populations les plus représentatives de l'économie de demain : les travailleurs des services de proximité, ceux qui travaillent dans les start-up, les travailleurs indépendants, les entrepreneurs eux-mêmes.

J'ai écrit mon nouveau livre, Hedge: A Greater Safety Net for the Entrepreneurial Age (Family Stories, 2018, non traduit), pour contribuer à cet effort collectif. Il a été écrit en anglais pour toucher aussi un public anglo-saxon – car les Etats-Unis, empêchés par Trump, manquent cruellement à l'appel. A moins que l'Europe puisse être le théâtre du New Deal du XXI^e siècle ? **N.G.**